

Le mot de la Présidente

8 janvier 2019



LE MOT DE LA
PRÉSIDENTE

Claude Léostic, présidente de la Plateforme depuis 7 ans, nous adresse son mot annuel.

En 2019, François Leroux lui succède.

Alors que s'achève 2018 - 70 ans après la création d'Israël et le début de la dépossession des Palestiniens - qui a vu des attaques en règle contre les droits voire l'existence du peuple palestinien, 2019 s'ouvre sur des perspectives inquiétantes, que ce soit sur le terrain ou au niveau strictement politique.

Sur le terrain la répression meurtrière qui frappe les manifestants civils de la bande de Gaza depuis le 30 mars ne se relâche pas tandis que la situation sanitaire et humanitaire y est catastrophique. La colonisation illégale de la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, avance à marche forcée, accompagnée de violence et de provocations des colons ou de l'armée : incursions sur l'Esplanade des mosquées, attaques d'écoliers

palestiniens sur le chemin de l'école, démolitions de maisons, arrestations massives, menaces constantes contre les personnes et leurs biens. Restrictions d'accès à la terre sur l'ensemble de la Palestine, à la mer à Gaza sous blocus, durcissement des conditions de détention des quelque 6 000 prisonniers qui annoncent une grève de la faim massive si cela est mis en place, les 5 millions de Palestiniens qui vivent ou survivent en Palestine occupée sont privés des droits fondamentaux que leur garantit le droit international. La désunion palestinienne qui perdure et se manifeste notamment à Gaza ou dans la répression des manifestations populaires en Cisjordanie est pour eux un autre facteur de grave préoccupation. L'annonce d'une coalition toute récente des forces de la gauche palestinienne est une bonne nouvelle mais plutôt symbolique qu'en tant que force politique de terrain.

Au niveau politique l'arrivée de Donald Trump aux affaires aux Etats-Unis a marqué une rupture radicale, s'attaquant tous azimuts au droit international, qu'il s'agisse de la « reconnaissance » de Jérusalem comme capitale d'Israël ou des attaques contre l'Unwra, l'agence des Nations unies dédiée aux réfugiés palestiniens, qui sont environ 7 millions à ce jour et dont le droit au retour, inscrit dans le droit international, n'a jamais été respecté et appliqué. Suivi par certains de ses affidés (de la Micronésie au nouveau Brésil du fasciste Jair Bolsonaro), Trump balaie de la main les engagements internationaux dont les Etats-Unis sont pourtant partie prenante, et fait primer la force de l'occupation sur la justice et le droit, poussé par un fort lobby pro-israélien à Washington et incité à le faire ou vivement félicité par le Premier ministre israélien et son gouvernement d'extrême droite qui, en difficulté interne, viennent d'annoncer des élections anticipées au printemps.

Cette atteinte majeure aux libertés se double d'attaques contre le mouvement de solidarité aux Etats-Unis où toute critique d'Israël devient légalement condamnable, en Israël bien sûr où les anticolonialistes sont soumis à de terribles pressions, et en Europe. En France le refus des autorités de différencier entre critique d'une politique coloniale qui opère en contravention constante du droit - dont la France est garante - et antisémitisme est révélateur d'un alignement sur la politique israélienne. L'influence du Crif - officine qui prétend parler au nom des juifs de France et qui relaie systématiquement le discours colonial israélien - est avérée et cette immixtion est grave. Cette officine se permet ainsi de demander la déprogrammation d'un documentaire critique d'Israël sur une chaîne nationale, s'oppose à la remise du prix des droits de l'Homme de la République à deux ONG, palestinienne et israélienne, s'attaque tout récemment à un débat universitaire sur la politique israélienne à l'Institut du Monde Arabe à Paris.

Mais ce tableau sombre s'éclaire à la lumière de l'engagement grandissant des peuples, de millions de citoyens du monde, en faveur du droit et de la justice. En témoignent partout en France des actions publiques de solidarité, des engagements internationaux tels la Flottille de la Liberté pour Gaza, de multiples victoires citoyennes du mouvement BDS, comme autrefois en Afrique du Sud. L'apartheid qui frappe le peuple palestinien est peut-être différent mais de l'avis même de Desmond Tutu - qui en savait quelque chose - il est pire encore en Palestine.

Les peuples ont contribué à mettre à bas l'apartheid d'Afrique du Sud. Il leur appartient d'en faire de même et de faire pression sur leurs dirigeants pour imposer enfin le droit pour la Palestine et son peuple. Soixante-dix ans après le début de la dépossession violente dès avant la création d'Israël, la Nakba qui jeta quelque 800 000 Palestiniens sur les routes de l'exode et de l'exil. Soixante-dix ans de trop.

Une image enfin pour augurer d'autres victoires, celle de la nouvelle représentante démocrate du Michigan, Rashida Tlaib, Palestinienne des Etats-Unis intronisée à Washington, rayonnante et déterminée dans sa robe traditionnelle palestinienne. Dans les Etats-Unis de Trump !

Tout est possible, la victoire du droit et de la justice, mais aussi la défaite aux mains de voyous politiques violateurs de ce droit. Tout dépend de nous. Notre mobilisation doit se renforcer encore et imposer la libération de la Palestine.

Claude Léostic

PS : présidente de la Plateforme jusqu'en décembre 2018, je passe le relais à François LEROUX, de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) comme moi. Je quitte la Plateforme après 7 ans d'un engagement aussi exigeant qu'enrichissant et je souhaite bon vent et de nombreux succès à notre équipe, notre conseil d'administration et à tous nos membres, ainsi bien sûr qu'au peuple palestinien dont je ne doute pas qu'il accèdera à la liberté et l'indépendance, dans les formes qu'il choisira.

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Qui sommes-nous ?](#) > [Le mot du Président](#) >

- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Le-mot-de-la-Presidente-5557>